

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

L'an deux mil quinze, le deux avril à 19 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Présents : Bruno Loustalet, Maire

Philippe Maisonnas, 1^{er} Adjoint, Yannick Semay, Philippe Guillard,
Jean-Michel Thuot, Valérie Berger, Nicolas Zimerli, Suzanne Borrel-Jeantan, Josiane Brignone, Marie-
Paule Dupuy-Roudel, Serge Manié, Christian Julian, Audrey Duprat

Pouvoirs : Mme Perrou (pouvoir à Mme Dupuy Roudel)

Mr Caplat (pouvoir à Mr Maisonnas)

Secrétaire de séance : Philippe Maisonnas

En préambule, Mr le Maire précise que les membres du Conseil Municipal réunis en Commission Générale le 12 mars dernier ont décidé de procéder à l'enregistrement des séances du Conseil Municipal pour en faciliter la retranscription. Il donne lecture des modalités d'enregistrement de la présente séance publique du Conseil Municipal et informe l'Assemblée de la déclaration faite auprès de la CNIL.

Mr Manié informe qu'il procédera lui aussi, à l'enregistrement vocal de la séance, sur son téléphone portable à titre de « back up ».

Mmes Semay, Brignone, Dupuy-Roudel s'opposent formellement à l'enregistrement de cette réunion sur un autre support que celui qui a fait l'objet d'une déclaration officielle auprès de la CNIL.

Mr Manié répond que la loi autorise l'enregistrement de séances par n'importe quelle personne présente sur les lieux.

Il est précisé que le Secrétaire de séance et Madame la Secrétaire Générale ont accès aux enregistrements et que ceux-ci sont conservés jusqu'à la validation du Compte rendu du Conseil Municipal.

Mr Julian dit que ce comportement témoigne d'un manque de confiance. Il lui est rétorqué que le manque de confiance est imputable au fait de dupliquer l'enregistrement.

Mr Guillard déplore que Mr Manié n'ait pas informé les membres du Conseil Municipal en amont, de son intention d'enregistrer la séance.

Majoritairement, les membres du Conseil s'opposent à cet enregistrement sur portable.

Monsieur le Maire, jugeant que la situation ainsi créée est de nature à troubler le bon déroulement de la séance, utilise ses pouvoirs de police des réunions du Conseil municipal, pour refuser le double enregistrement.

A la suite, Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le jeudi 02 avril 2015 à 19 h 30
Enregistrement intégral sans pause »

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Mr le Maire fait part à l'assemblée des demandes reçues par Mail de Mme Duprat et Mr Manié concernant des modifications à apporter sur le compte rendu de la séance précédente à savoir :

Mme Duprat demande que :

1. Dans le § 5 (convention de portage foncier) :

Il soit rajoutée la phrase :

« Mme Duprat demande si les futures constructions seront toutes de plain-pied et non des bâtiments avec attiques ».

Mr Manié demande que :

1. Dans le § 3 (Plan Local d'Urbanisme) la phrase : « Mr Manié dit qu'il a choisi d'habiter à Thil parce que c'est un village où il fait bon vivre et que la possibilité de construction d'immeubles comportant potentiellement jusqu'à 100% de logements sociaux est de nature à remettre en cause le caractère rural et familial du village. »

soit retirée :

« Mr Manié précise que ce n'est pas du tout ce qu'il a dit »

2. Dans le § 3 (Plan Local d'Urbanisme) la phrase : « Mr le Maire invite Mr Manié à déposer ses commentaires, comme tout citoyen, lors de l'enquête publique. »

soit complétée ainsi :

« Il (Mr le Maire) rappelle qu'il y a eu une large concertation du sein du Conseil et avec la population. »

3. Dans le § 3 (Plan Local d'Urbanisme) la phrase : « Mr Manié demande quand les élus ont parlé de la carte de zonage finalisée. »

soit modifiée ainsi :

« Mr Manié demande quand les élus ont travaillé sur la carte de zonage du PLU finalisée. »

4. Dans le § 3 (Plan Local d'Urbanisme) les phrases : « Mr Manié demande qui a tracé le zonage UBa. Mr le Maire informe que c'est le Cabinet Urbi et Orbi qui l'a tracé suivant les données du PPRi. »

soient complétées et modifiées ainsi :

« Mr Manié demande qui a tracé le zonage UBa et en est responsable. Mr Maisonnas informe que c'est le Cabinet Urbi et Orbi qui l'a tracé suivant les données du PPRi et que les personnes responsables sont celles qui vont voter le projet ce soir. »

5. Dans le § 3 (Plan Local d'Urbanisme) la phrase : « Mr Manié demande à partir de quand. »

soit complétée ainsi :

« Mr Manié demande à partir de quand les Thilois pourront avoir accès aux documents du PLU. »

6. Dans le § 3 (Plan Local d'Urbanisme) la phrase : « Mr le Maire estime aux environs du 23 avril prochain, pour la saisine du Tribunal Administratif en vue de la nomination d'un commissaire enquêteur, qui émettra un avis de portée d'intérêt général. »

soit complétée ainsi :

« Mr le Maire répond que ce sera pendant l'enquête publique. Il estime aux environs du 23 avril prochain, pour la saisine du Tribunal Administratif en vue de la nomination d'un commissaire enquêteur, qui émettra un avis de portée d'intérêt général. »

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 02 avril 2015

7. Dans le § 3 (Plan Local d'Urbanisme) la phrase : « Mr Manié intervient pour dire que le débat ne porte pas sur le fond. »

soit complétée et modifiée ainsi :

« Mr Manié intervient pour dire que le débat porte sur le fond, ce qui lui a été interdit précédemment. Il y a deux poids deux mesures suivant l' élu qui s'exprime. »

8. Dans le § 5 (Convention de portage foncier) la phrase : « Mr Manié est contre car le futur PLU autorisera les constructions de petits immeubles qui pourraient faire des logements sociaux. »

soit modifiée ainsi :

« Mr Manié demande si il peut cette fois-ci exprimer pourquoi il votera contre. Il ne peut pas voter pour parce que le futur PLU autorisera spécifiquement sur ce terrain, les constructions de petits immeubles avec attiques, et que dans ce scénario, ce sera une source de nuisance pour les riverains.

9. Dans le § 8 (Enquête publique - méthanisation) la phrase : « Mr Manié note qu'il serait bien d'être informé plus tôt. »

soit modifiée ainsi :

« Mr Manié note qu'il serait bien que le Conseil soit informé plus tôt et pas grâce à l'intervention d'un particulier il y a seulement une semaine. »

L'Assemblée n'ayant pas d'autres modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée du décès de Monsieur Pierre CORMORECHE dont les funérailles ont eu lieu la veille. Il rend hommage à cet homme qu'il a côtoyé dans le cadre de la CCMP (avec le monde agricole) et du Syndicat des Eaux sur le dossier DUP portant sur les puits de captage de Balan et Thil.

1. CCMP

De plus, il informe l'Assemblée de la conférence territoriale qui se tiendra le 08 avril prochain à 18 h 30 sur Beynost, en présence des vice-présidents de la CCMP et du Cabinet qui intervient sur la problématique de mutualisation (projet de territoire). Au début de l'été, un séminaire à l'échelle de la municipalité de Thil sera organisé (projet de mandat au regard du projet de territoire de la CCMP). Il invite les élus à y participer.

2. FINANCES

Mr Maisonnas présente les délibérations portant sur les Finances, qui seront soumises au vote du Conseil.

COMPTE DE GESTION ET COMPTE ADMINISTRATIF 2014

Mr le Premier Adjoint informe l'Assemblée que l'exécution des dépenses et des recettes relatives à l'exercice 2014 a été réalisée par le Percepteur de Montluel et que le compte de gestion établi par ce dernier est conforme au compte administratif de la commune.

Ayant entendu l'exposé Mme Borrel-Jeantan, doyenne de l'Assemblée, Monsieur le Maire ayant quitté la séance, il a été procédé au vote du Compte Administratif 2014. Celui-ci est détaillé comme suit :

Budget Principal

- Section de Fonctionnement 2014 :

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 02 avril 2015

- DÉPENSES: 632.449 €
 - RECETTES: 687.184 €
 - RÉSULTAT: 54.735 €
 - EXCÉDENT REPORTÉ: 195.134 €
 - SOLDE D'EXECUTION: 249.869 €
- Section d'Investissement 2014 :
 - DÉPENSES: 114.193 €
 - RECETTES: 220.848 €
 - RAR DÉPENSES: 34.883 €
 - RAR RECETTES: 8333 €
 - RÉSULTAT: 106.655 €
 - EXCÉDENT REPORTÉ: - 156.703 €
 - SOLDE D'EXECUTION: - 50.048 €

Budget annexe Assainissement

- Section de Fonctionnement 2014 :
 - DÉPENSES: 309,60 €
 - RECETTES: 237,96 €
 - RÉSULTAT: - 71,64 €
 - EXCÉDENT REPORTÉ: 0 €
 - SOLDE D'EXECUTION: - 71,64 €
- Section d'Investissement 2014 :
 - DÉPENSES: 10.007 €
 - RECETTES: 46.051 €
 - RÉSULTAT: 36.043 €
 - EXCÉDENT REPORTÉ: - 31.166 €
 - SOLDE D'EXECUTION: 4.877 €

Le Compte Administratif 2014 (Délibération 15/02/01) est adopté par

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Le Compte de Gestion 2014 (Délibération 15/02/03) est adopté par :

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Le Compte Administratif 2014 -Assainissement- (Délibération 15/02/02) est adopté par

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 02 avril 2015

Le Compte de Gestion 2014 -Assainissement- (Délibération 15/02/04) est adopté par :

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

AFFECTATION DU RÉSULTAT

Au vu des résultats du Compte Administratif 2014, il convient d'affecter le résultat net cumulé de fonctionnement :

DELIBERATION 15/02/05 : AFFECTATION DE RÉSULTAT 2014

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE

Résultat de fonctionnement

A Résultat de l'exercice

précédé du signe + (excédent) ou - (déficit) 54 734.97 €

B Résultats antérieurs reportés

ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit) 195 134.92 €

C Résultat à affecter

= A+B (hors restes à réaliser) 249 869.89 €

(Si c'est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)

D Solde d'exécution d'investissement

-50 048.61 €

E Solde des restes à réaliser d'investissement (4)

-26 550.71 €

Besoin de financement F

=D+E -76 599.32 €

AFFECTATION = C

=G+H 249 869.89 €

1) Affectation en réserves R 1068 en investissement

76 599.32 €

G = au minimum, couverture du besoin de financement F

2) H Report en fonctionnement R 002 (2)

173 270.57 €

DEFICIT REPORTE D 002 (5)

0.00 €

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 02 avril 2015

Mr Jullian demande ce qu'est l'apurement du déficit d'investissement. Mr Maisonnas explique les règles comptables.

DELIBERATION 15/02/06 : AFFECTATION DE RÉSULTAT 2014 – ASSAINISSEMENT-

AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE

a. Résultat de l'exercice précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	-71.64 €
dont Plus values nettes de cession d'éléments d'actif :	0.00 €
c. Résultats antérieurs de l'exercice	0.00 €
D 002 du compte administratif (si déficit)	
R 002 du compte administratif (si excédent)	
Résultat à affecter : d. = a. + c. (1)	-71.64 €
(si d. est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	
Solde d'exécution de la section d'investissement	

e. Solde d'exécution cumulé d'investissement 4 877.15 €

f. Solde des restes à réaliser d'investissement 0.00 €

Besoin de financement = e. + f. 0.00 €

AFFECTATION (2) = d. -71.64 €

1) Affectation en réserves R 1064 en investissement pour le montant des plus values nettes de cession d'actifs (correspond obligatoirement au montant du b.) 0.00 €

2) Affectation en réserves R 1068 en investissement (au minimum pour la couverture du besoin de financement diminué de 1) 0.00 €

3) Report en exploitation R 002

Montant éventuellement et exceptionnellement reversé à la collectivité de rattachement (D 672) :

DEFICIT REPORTE D 002 (3) 71.64 €

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

TAUX D'IMPOSITION 2015

Mr Maisonnas note qu'une augmentation des taux de 1 %, n'apporterait que 3.000 € de recettes supplémentaires.

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 02 avril 2015

Il souligne que la commune a encaissé 257.000 € de recettes en 2014 et que la recette attendue pour 2015 au titre des taxes locales, s'élève à 341.476 €, ce qui correspond à une évolution classique des bases et/ou modifications de certaines maisons. Il montre l'évolution des taux depuis 2000.

Les taux ne pourront pas forcément être maintenus durant toute la durée du mandat (+ de charges et – de dotations de l'état). L'année prochaine pourrait voir une augmentation de la fiscalité locale.

DELIBERATION 15/02/07 : FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2015

Rapporteur : Bruno LOUSTALET

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il y a lieu de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'exercice 2015.

Vu l'avis de la Commission Finances du 24 mars 2015,

Après en avoir délibéré,

Le conseil décide de fixer les nouveaux taux comme suit :

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante	Variation de taux / 2013	Produit voté par l'assemblée délibérante
Taxe d'Habitation	1 271 000	13,52	0 %	171 839
Taxe Foncière sur les propriétés bâties	1 205 000	13,33	0 %	160 627
Taxe Foncière sur les propriétés non bâties	15 500	58,13	0 %	9 010
TOTAL	2 491 500			341 476

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

BUDGET PRINCIPAL 2015

Mr Maisonnas expose à l'Assemblée les subventions versées aux associations en 2014, ainsi que les prévisions 2015.

Il souligne qu'en 2014, la subvention exceptionnelle versée au Sou des Ecoles était liée au financement d'un voyage scolaire à Vulcania. Pour l'exercice 2015, aucune subvention n'est demandée par l'association, outre la demande de prise en charge pour la location de matériel (benne et toilettes pour la Farfouille).

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 02 avril 2015

Pour le FC Luenaz, il propose de maintenir la subvention de l'année dernière. Le club est monté en grade et agréé par l'AFF, des dépenses seront engagées en investissement.

Concernant les Pêcheurs Thilois, une subvention exceptionnelle leur avait été versée en 2014 pour participer aux frais liés aux Journées du Patrimoine.

Le Temps de Vivre, la subvention est maintenue.

Concernant Festhil'ité, il propose de maintenir la même subvention que l'année dernière (1 manifestation prévue en 2015, contre 2 l'année dernière).

Mr Zimerli informe que trois agriculteurs de Thil procèdent à l'irrigation du stade en cas de besoin, ceci pour justifier la subvention versée à CUMA depuis une vingtaine d'années.

Concernant Côtière des Arts, Mr Maisonnas informe que l'association a fait une demande de subvention de 500 € pour 2015 pour l'organisation d'expositions peintures et photos.

Il propose aussi une provision de 1.000 € « sur Délibération », qui permet d'allouer une subvention exceptionnelle en cours d'exercice, à une association.

Il propose aussi les participations aux associations : Symalim, Crèche et RAM de Beynost, Démoustication, Syndicat Electricité.

Mr Jullian demande combien de Thilois utilisent la crèche de Beynost.

Mr Guillard précise qu'il s'agit de 3 ETP (Equivalent Temps Plein) qui concernent environ 6 à 9 enfants + éventuellement de l'occasionnel si il reste de la place.

Il informe que la convention avec la Commune de Beynost arrive à échéance et que le Conseil sera amené à en discuter prochainement.

Mr Maisonnas rappelle que le Budget Principal est voté par chapitre en section de fonctionnement (avec une évolution par rapport à 2014 de - 3% pour les dépenses et - 3 % pour les recettes -sont inclus la baisse de la DGF et l'augmentation du FPIC).

Il souligne qu'en section d'Investissement :

- . l'on retrouve les RAR, et une ligne « dépenses imprévues » est inscrite au budget (changement entre autre, des blocs de néons de la salle polyvalente...)

- . caméras de l'école, Mr Thuot explique l'emplacement et la station de travail, sachant que la gendarmerie demande des images haute définition. Il informe de la nécessité d'avoir un ordinateur (il a récupéré l'ancien ordinateur de l'accueil Mairie, mais il est trop lent).

- . panneaux de voirie

- . éclairage public, lampadaire à installer sur le chemin sur le côté de l'école. Le chemin d'accès a été refait en saut brenat et un éclairage sera installé

- . projet de peinture à la bibliothèque, changement de dalles au plafonds de la salle polyvalente et mise en place de protections aux portes (pour l'activité RAM)

- . acquisition de terrain (trottoirs au Champs du Perron),

- . Mas Durand, les travaux ont commencé. La commune a décidé de prolonger jusqu'à l'entrée du Clos des Platanes,

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

- . traçages au sol manquants, prévus aux travaux voirie. La CCMP est en train de négocier un marché voirie afin d'obtenir les meilleures conditions financières possibles,
- . matériel de football (bancs, filets...),
- . plantation de quelques arbustes vers le columbarium,
- . Mr Zimerli donne des informations concernant le réaménagement des anciennes carrières de Thil, il serait souhaitable de faire une étude environnementale. Une estimation de l'ordre de 12.000 € a été faite pour une étude afin de savoir ce qu'il est possible de faire (prestation 8.000 à 10.000 € avec 50 % de prise en charge par le Conseil Général).
- . acquisition matériel école (comme chaque année)
- . travaux école : Mr Maisonnas informe que sur trois ans, des travaux de réfection et étanchéité seront programmés à l'école (murs, quelques dalles au sol, classes) et traçage des cours et installation d'un nouvel adoucisseur.
- . étude POS / PLU (bouclage du paiement de l'urbaniste, tirage de plans,
- . PCS (solde, compris simulation),
- . étude aménagement urbain.

Soit une dépense totale en section d'investissement de 258.429 € (RAR inclus).

En recette, il informe de :

- . récupération FCTVA ,
- . subvention parlementaire vidéoprotection (8.333 €)
- . Taxe d'Aménagement
- . subvention du Conseil Général pour l'étude sur les étangs (5.000 €)
- . FIPD
- . Reliquat Fonds de Concours CCMP (50.000 €)
- . BEA (318.000 €)

Il explique que comme la loi l'autorise, le conseil devra se prononcer exceptionnellement sur un budget en suréquilibre.

Mr Jullian demande des précisions sur les RAR vidéo.

Mr Maisonnas explique les écritures comptables liées à ces engagements de dépenses effectués sur 2014 et que l'on retrouve sur le budget 2015.

BUDGET ASSAINISSEMENT 2015

Mr Maisonnas détaille les dépenses inscrites en dépenses d'investissement avec l'achat du terrain au Clos des Platanes pour la station, comprenant l'indemnité des fermiers).

Concernant les recettes, il présente :

- . excédent reporté,
- . versement subvention du Budget principal
- . PUP

Le Budget Primitif 2015 (Délibération 15/02/08) est adopté par

Pour	12
Contre	0
Abstentions	3

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

Mr Maisonnas demande les motifs d'abstentions aux personnes concernées.

Mme Duprat répond qu'il y a des choix sur lesquels ils ne sont pas d'accord (caméras et indemnités des élus). Elle note que des projets sont très bien comme entre autres, la rénovation de l'école.

Le Budget - Assainissement 2015 (Délibération 15/02/09) est adopté par

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

3. ASSAINISSEMENT ET AMENAGEMENT URBAIN

Monsieur le Maire donne lecture du projet de délibération. Il rappelle que l'assainissement est un projet communal. De l'expérience qu'il a pu avoir, chaque fois les maîtres d'ouvrage publics ont mis à profit de telles opérations pour requalifier l'espace urbain.

Les voiries vont devoir être refaites pour la sécurisation et pour assurer un accès le plus fluide possible des usagers au droit du carrefour de la Route de Niévroz et de la rue Neuve (Escapade) et du quai des Amours et, ce, jusque vers les étangs (requalification environnementale). Ceci implique un vrai travail de requalification de la voirie.

Concernant l'assainissement, Il sera demandé au bureau d'ingénierie de prescrire un cahier des charges pour organiser une consultation permettant de choisir un maître d'œuvre avec pour problématiques majeures la validation finale du choix de la filière de traitement (STEP), et le phasage des travaux.

L'assainissement devra débuter par le secteur du château d'eau, ceci dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique gérée par le SIE Thil Niévroz. L'objectif est, si possible à la fin de l'année, d'avoir un cahier des charges prêt à lancer le marché de la maîtrise d'œuvre de l'assainissement collectif.

La problématique de requalification des étangs de Thil n'avait pas pu être réalisée lors du précédent mandat. Tout est à construire et à définir en relation avec les riverains.

Enfin concernant la parcelle récemment acquise, Monsieur le Maire souhaite que le Conseil Municipal indique des choix politiques et mette au concours pour sélectionner le meilleur projet et que les riverains soient impliqués.

L'objet de l'aménagement n'est pas de construire des maisons mais d'accueillir d'abord des gens.

Pour cela il faut favoriser la concertation citoyenne.

La commune a répondu à un appel à projet commun de la DDT et du CAUE. Il consiste en un accompagnement des communes sur des projets d'aménagement de quartiers ou de parcelles (loi ALUR).

La commune de Thil a été retenue parmi trois communes de l'Ain à avoir remporté cet appel à projets.

Les services de l'Etat nous accompagneront sur ce projet qui devrait durer deux ans.

Sur l'ensemble de cette étude, Monsieur le Maire souhaite qu'il y ait des groupes de travail par thème, ouverts aux membres de l'opposition, c'est une « main tendue » pour travailler à l'avenir du village.

Mr Manié, note « la nouveauté du discours » et informe qu'il souscrit à la concertation avec les riverains qu'il souhaite être agrandie au niveau du village entier.

Il demande pourquoi il est envisagé deux études - requalification des étangs et accessibilité - et pas une seule qui pourrait gérer les deux éléments.

Mr Zimerli précise que rien n'est acté pour l'instant.

La requalification de toute la partie ancienne décharge, emplacement des bâtiments techniques et réaménagement du Quai des Amours, doivent être inscrits avec l'aménagement de la parcelle acquise en intégrant :

- Une étude environnementale,
- Une étude urbanisme.

Les deux problématiques sont distinctes mais reliées par le maître d'œuvre.

Mr le Maire précise que c'est pour cela que les études sont globalisées en termes de marché public.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

Il fait remarquer qu'au Quai des Amours, il n'y a pas d'accès sécurisé. L'idée est de faire un cheminement pédagogique-environnemental qui part de l'école, derrière le stade, qui permettrait aux scolaires de se rendre aux étangs.

Mr Manié précise qu'il souhaitait simplement savoir comment cela s'imbriquerait.

Mme Dupuy-Roudel synthétise en précisant que nous avons une étude environnementale, une étude technique et le tout est qu'elles soient planifiées.

DELIBERATION 15/02/10 : ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ASSAINISSEMENT ET AMENAGEMENT URBAIN

Rapporteur : Bruno LOUSTALET

Monsieur le Maire rappelle que la mise en œuvre de l'assainissement collectif nécessite la réalisation d'études d'ingénierie technique et financière. Ce projet ayant une portée globale d'aménagement du territoire, il doit être envisagé dans une approche visant à :

- Concevoir la requalification environnementale de l'ensemble naturel constitué des anciennes carrières formant les Etangs de Thil et l'esplanade arborée longeant les rives du canal de Miribel,
- les aménagements et la sécurisation des voiries attenantes,
- la mise au concours de l'aménagement de la parcelle récemment acquise par la commune via l'EPF01,
- favoriser autour de ces aménagements la concertation citoyenne.

Compte tenu des compétences requises, il est nécessaire pour la commune de s'appuyer sur des compétences d'un bureau d'études et d'ingénierie qui assurera les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études préalables d'ordre technique, juridique et financier.

Le Conseil municipal, après avoir pris connaissance du dossier présenté lors de la Commission générale du 12 mars 2015 et après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'engager une procédure de Marché A Procédure Adaptée pour sélectionner un bureau d'études spécialisé,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché à conclure dans la limite de 30 000 euros Hors Taxes pour la tranche ferme et à solliciter les subventions au titre des actions éligibles du Département de l'Ain, de la Région et de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	3

4. AGENCE DEPARTEMENTALE D'INGENIERIE

Monsieur le Maire rappelle que l'ATESAT a disparu et lui a succédé l'ADI (Agence Départementale d'Ingénierie). Il serait nécessaire de s'attacher les services ponctuellement des ingénieurs de l'ADI (450 € la journée de conseil).

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

Il est important qu'en tant que petite commune, les élus restent sur une problématique de choix. Les personnels de l'ADI peuvent nous faciliter les contacts notamment en matière de demandes de subventions.

DELIBERATION 15/02/11 : ADHESION A L'AGENCE DEPARTEMENTALE D'INGENIERIE DE L'AIN

Rapporteur : Bruno LOUSTALET

Monsieur le Rapporteur rappelle que les projets de mise en œuvre de l'assainissement collectif nécessitent la réalisation d'études d'ingénierie technique et financière. La commune ne disposant pas de service technique, il lui est nécessaire de s'appuyer sur des compétences publiques indépendantes lui permettant de piloter les bureaux d'études et d'ingénierie qui assureront les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.

Il rappelle, à ce sujet, l'article L 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que : « *Le Département, des Communes et des établissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence départementale. Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier* ».

- Vu la délibération du Conseil général de l'Ain en date du 24 juin 2013 proposant la création d'une Agence Départementale d'Ingénierie sous la forme d'un établissement public administratif,
- Vu les statuts de l'Agence adoptés par l'Assemblée départementale et qui seront soumis à l'Assemblée générale constitutive de l'Agence Départementale d'Ingénierie notamment dans son article 6 : « *Toute Commune, tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale de l'Ain peut demander son adhésion à l'Agence. Elle délibère dans ce sens et approuve, par la même délibération, les présents statuts. L'adhésion devient effective dès la notification, au Président, de la délibération opposable. L'adhérent s'engage pour un minimum de 2 ans. L'adhésion d'un EPCI n'emporte pas adhésion individuelle des Communes qui le composent et réciproquement.* ». La Commission Générale ayant été consultée les 03 février et 12 mars 2015,

Vu l'avis favorable de la commission Finances du 24 mars 2015,

Le Conseil municipal,

Après avoir pris connaissance du dossier de présentation de l'Agence départementale d'ingénierie de l'Ain et après en avoir délibéré et compte tenu de l'intérêt pour la commune d'une telle structure,

DECIDE

- d'adhérer à l'Agence Départementale d'Ingénierie et d'en approuver les statuts,
- d'approuver le versement d'une cotisation pour l'année 2015 fixée par le Conseil d'Administration en application de l'article 16 des statuts soit 0,5 euros * Population DGF soit 539,00 euros
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions d'intervention avec l'agence départementale.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

5. CONVENTION DE PORTAGE EPF DE L'AIN

Mr Maisonnas rappelle que la convention porte sur la parcelle située à côté de l'église. La commune fait porter par l'EPF le financement, et nous payons les agios à hauteur de 1,80 % TTC par an sur le capital restant dû. Au bout de 4, 6, 8 ou 10 la commune récupère le bien. Il souligne qu'il convient de faire une réserve foncière. Au niveau du financement, il propose de le prendre sur dix ans pour des raisons financières et d'avoir le temps de réfléchir pour raisonner sur l'ensemble du centre bourg.

Au niveau chiffrage (327.000 € + frais de notaire = 331.800 €) sur dix ans, ça fait une moyenne de 35.000 € d'investissement sur les dix prochaines années, on peut écourter.

Mr Zimerli demande s'il y a des pénalités si on écourte.

Mr Maisonnas répond dans la négative car c'est un taux fixe et il n'y a pas de tableau d'amortissement.

La loi oblige de revendre au même prix.

Mr Manié : le choix stratégique est effectivement intéressant pour faire une maison médicalisée ou commerces. Le risque est que le projet PLU permet la réalisation de petits immeubles, qui peuvent aller jusqu'à 100 % de social et ce tènement fait partie de ce périmètre concerné. C'est pour cela qu'il s'abstiendra.

DELIBERATION 15/02/12 : CONVENTION DE PORTAGE ET DE MISE A DISPOSITION D'UNE PARCELLE PAR L'EPF 01

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur rappelle que la commune a sollicité, en date du 16 septembre 2015 l'EPF 01, en vue de se rapprocher des propriétaires pour acquérir un tènement sur la commune de THIL, sis 401, rue de la Mairie mis en vente par la succession POSNIC et cadastré A 1335 pour un terrain bâti de 1575 m2 contenant une maison d'habitation d'une surface habitable de 90 m2 et de son terrain attenant.

Cette demande a été formulée pour permettre à la commune de développer un projet de création de logements en mixité sociale.

A la suite de l'accord donné par le Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier de l'Ain (EPF 01) en date du 07 octobre 2014 pour procéder à l'acquisition des tènements susvisés sur la base de l'évaluation communiquée par France Domaine, soit la somme 320 000 euros et 7000 euros de commission d'agence aux frais de l'acquéreur (hors frais de notaire et autres en sus) pour permettre à la commune de développer un projet de création de logements en mixité sociale, il convient :

1. d'une part, d'approuver :
 - la convention de portage foncier ci-après annexée détaillant les modalités d'intervention pour l'acquisition des biens ci-dessus mentionnés, d'accepter les modalités d'intervention de l'EPF en particulier le mode de portage de cette opération et les modalités financières,
 - la convention de mise à disposition des biens ci-dessus mentionnés et ci-après annexée
2. d'autre part, d'autoriser Monsieur le Maire de signer tous les actes et conventions nécessaires à leur application.

La Commission Générale ayant été consultée les 03 février et 12 mars 2015,

Vu l'avis favorable de la commission Finances du 24 mars 2015,

Vu les projets de conventions, ci-après, annexés,

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL :

DECIDE :

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 02 avril 2015

- d'approuver les modalités d'intervention de l'EPF pour l'acquisition des biens ci-dessus mentionnés,
- d'accepter les modalités d'intervention de l'EPF, en particulier, le mode de portage de cette opération et les modalités financières,
- d'approuver la convention de mise à disposition des biens ci-dessus mentionnés,
- d'autoriser Monsieur le Maire de signer tous les actes et conventions nécessaires à l'application de la présente délibération.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	3

6. CAUTIONNEMENT DE SEMCODA

Monsieur le Maire rappelle que la commune avait déjà refusé à Dynacité pour le Clos des Platanes. A son avis la commune n'est pas banquière et n'a pas à se porter caution pour des bailleurs sociaux, sachant qu'économiquement pour la commune, cela n'a aucun intérêt pouvant même lui porter préjudice pour des emprunts futurs, et ne freine en rien les projets de Dynacité si l'on refuse la caution.

Mr Jullian note que si la commune se porte caution, ça lui laisse un droit de regard sur un pourcentage de logements.

Mr Maisonnas répond que oui mais il ne s'agit que de trois logements alors que la caution n'est valable qu'à partir de programmes d'au moins cinq logements, ici il s'agit de seulement trois logements.

Mr le Maire rappelle que le fait de procéder des terrains, donne le droit de maîtriser.

Mr Manié demande si la commune aura un droit de réservation sur les trois logements.

Mr le Maire rappelle c'est 20 % de la réserve préfectorale. De plus, sur les trois logements, deux sont déjà occupés.

Mr Manié : la Mairie aura-t-elle un droit de réservation sur ces trois logements ?

Mr le Maire rappelle que les locataires qui sont logés dans les deux appartements, restent et qu'il n'y a qu'un seul appartement à affecter.

C'est comme au Clos des Platanes, les dossiers sont étudiés.

Mr Maisonnas explique que la commune apporte effectivement du bâti et au bout du BEA, le bâti revient à la commune.

Monsieur le Maire précise que la commune participe aux Commissions d'Attribution des Logements et que les attributions se font au vu des classements des dossiers ouverts aux Thilois. Il souligne que c'est le travail de la Municipalité de défendre les dossiers présentés par des Thilois.

DELIBERATION 15/02/13 : REFUS DE CAUTIONNEMENT DE SEMCODA

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur rappelle que la délibération n° 14.07.03 a autorisé Monsieur le Maire à conclure avec la SEMCODA un Bail Emphytéotique Administratif pour la gestion des trois appartements communaux.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

Pour permettre à la SEMCODA de solliciter un organisme public de garantie pour le cautionnement du financement dudit Bail Emphytéotique Administratif, il convient pour la commune d'acter par une délibération le refus de cautionnement.

Entendu les explications de Monsieur le rapporteur,

La Commission Finances ayant été informée en date du 24 mars 2015,

Le Conseil municipal,

- refuse de cautionner la part lui revenant du financement du Bail Emphytéotique Administratif conclu avec la SEMCODA pour la gestion des trois appartements communaux, objet de la délibération n° 14.07.03 du 09 octobre 2014.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	3
<i>Abstention</i>	0

7. TARIFICATION DES DROITS DE VOIRIE

Mme Dupuy-Roudel expose que des droits de place sont affectés à un taxi et camions de pizzas.

Après avoir observé ce qui se pratique sur les communes avoisinantes, elle est en mesure de proposer des tarifs à appliquer sur la commune.

DELIBERATION 15/02/14 : TARIFICATION DES DROITS DE VOIRIE

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy- Roudel

Madame la Rapporteur, Conseillère municipale et Présidente du Comité Consultatif Communal d'accompagnement et de soutien aux activités de proximité, rappelle au conseil municipal que certaines occupations privatives du domaine public communal, temporaires ou permanentes, doivent être soumises à la perception de droits de voirie. Il convient aujourd'hui de fixer les tarifs en ce qui les concerne.

Le CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2213-6 et L. 2331-4,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative Communale pour l'accompagnement et le soutien aux activités de proximité en date du 02 février 2015,

Vu l'avis de la Commission finances du 24 mars 2015.

Entendu l'exposé de Madame la Rapporteur,

Vu l'avis du Comité Consultatif Communal,

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

Sur proposition de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,

DECIDE de fixer le nouveau tarif des droits de voirie selon le tableau ci-dessous :

DESIGNATION DE L' OCCUPATION	MODALITE DE CALCUL	TARIF
Véhicule de vente ambulante régulier (camion-pizza, etc.) pour une longueur de 5 m	par année civile et par jour de stationnement	60 €

DECIDE que ce tarif s'appliquera aux autorisations de voirie en cours,

FIXE le règlement des droits de voirie comme suit :

Article 1 - Le droit de voirie est fixé dans l'arrêté municipal notifié au bénéficiaire sur la base du tarif fixé par la présente délibération.

Article 2 - La redevance est calculée sur la base de la surface d'occupation maximum du domaine public, déclarée par le pétitionnaire ou mesurée d'office par l'autorité compétente en cas d'occupation non autorisée.

Article 3 - Toute période commencée (jour, mois, an) est due.

Article 4 - Le non-paiement de ces droits de voirie peut entraîner le retrait de l'autorisation pour l'année en cours.

Article 5 - Le non-paiement des droits de voirie peut entraîner le refus d'autorisation ou de renouvellement pour l'année suivante.

Article 6 - En cas de non-utilisation de tout ou partie de l'autorisation ou de la suppression de l'autorisation du fait de l'occupant, une restitution du droit de voirie sera effectuée au prorata temporis.

Article 7 - Il y a restitution des montants versés lorsque la responsabilité de la révocation de l'autorisation incombe à la commune.

Article 8 - Le redevable est le titulaire de l'autorisation de voirie ; tout changement survenu dans la propriété, l'installation ou l'ouvrage doit faire l'objet d'une déclaration écrite adressée à M. le Maire ; à défaut, les droits continuent à être dus par l'ancien permissionnaire.

Article 9 - Les occupations du domaine public effectuées sans autorisation donneront lieu à une taxation d'office. Cette redevance sera appliquée d'office à première constatation. Sans préjudice des pouvoirs des forces de police, les constatations pourront être effectuées par le responsable des services techniques municipaux. Ces mesures ne pourront en aucun cas être considérées comme entraînant autorisation et indépendamment de la taxation d'office, des sanctions pourront être prises par ailleurs, ordonnant l'enlèvement des installations non réglementaires et/ou dangereuses et des procès-verbaux d'infraction pourront être dressés par les autorités compétentes.

DIT que :

- les recettes correspondantes seront imputées à l'article 70323 « Redevances d'occupation du domaine public communal » du budget de la ville.

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

8. CONVENTION POINT HAUT – GRDF

Mr Thuot présent à l'assemblée le projet de délibération.

Mr le Maire informe qu'il s'agit de 50 euros annuels à reverser à l'association diocésaine en compensation de la dépense d'électricité. L'antenne étant branchée sur le compteur de l'église.

**DELIBERATION 15/02/15 : CONVENTION POUR L'INSTALLATION ET L'HEBERGEMENT DES EQUIPEMENTS
NECESSAIRES A LA MISE EN PLACE DE L'INFRASTRUCTURE DE TELERELEVÉ DES COMPTEURS COMMUNICANTS
POUR LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ NATUREL**

Rapporteur : Jean-Michel THUOT

Monsieur le Rapporteur explique aux élus que depuis plusieurs années, les attentes des clients et des fournisseurs, relayées par les autorités concédantes et les associations, s'expriment en faveur :

- d'une plus grande fiabilité du comptage,
- d'une augmentation de la fréquence des relevés pour une meilleure maîtrise des consommations,
- de la mise à disposition de données pour une facturation systématique sur index réels.

Le projet de GrDF présenté ce jour s'inscrit parfaitement dans le contexte européen (directive sur l'efficacité énergétique du 25 octobre 2012) et sur le plan national avec le débat sur la transition énergétique où la maîtrise de la demande énergétique devient un enjeu majeur. Le déploiement généralisé de l'infrastructure et des compteurs évolués de GrDF constituera un outil structurant et efficace permettant de répondre aux attentes des pouvoirs publics en matière d'efficacité énergétique.

C'est dans ce cadre que la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a proposé la généralisation des compteurs de gaz évolués aux ministres chargés de l'énergie et de la consommation d'approuver le déploiement généralisé des compteurs évolués de GrDF baptisés GAZPAR (délibération de la CRE du 13 juin 2013) et que les Ministres concernés ont donné leur accord de principe.

Ce projet « Compteurs Communicants Gaz » est donc un projet d'efficacité énergétique, orienté vers les consommateurs, poursuivant deux objectifs majeurs :

- le développement de la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition plus fréquente de données de consommation,
- l'amélioration de la qualité de la facturation et de la satisfaction des clients par une facturation systématique sur index réels et la suppression des estimations de consommations.

Ce projet de GrDF a pour objet le remplacement de l'ensemble des compteurs des 11 millions de consommateurs, résidentiels et petits professionnels, desservis par GrDF, par des compteurs évolués permettant la transmission à distance chaque mois des index de consommation réelle. Il répond ainsi à un double objectif :

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 02 avril 2015

- l'amélioration du service rendu aux consommateurs, en particulier par une facturation sur index réel et une meilleure information sur la consommation,
- la modernisation du réseau de gaz.

D'autre part, la solution technique choisie par GrDF permettra de répondre à toutes les situations de demande de données de la part des clients. Ainsi et sans surcoût pour le client (particuliers et professionnels) celui-ci aura :

- une information mensuelle des clients sur leur consommation, en kWh et en euros, via les fournisseurs,
- pour ceux que le souhaitent une mise à disposition, sans surcoût, des données quotidiennes, en kWh, sur le site internet du distributeur (cf délibération CRE du 21 juillet 2011), par la création d'un compte client. Sous réserve de l'accord du client,

A noter que d'autres services sont développés dans la présente convention.

Enfin, Monsieur le Rapporteur précise que la commune fait partie des 9 500 communes en France qui vont être équipées de cette nouvelle technologie innovante.

Après avoir entendu cette présentation et après avoir délibéré,

Le Conseil municipal autorise :

- Monsieur Le Maire à signer ladite convention pour l'installation et l'hébergement d'équipement de télérelève en hauteur sur le site de l'Eglise et à compléter le moment venu les annexes,
- Dit que le l'indemnité de 50€ qui sera versée pour le dédommagement de la consommation électrique sera versée à l'association diocésaine gestionnaire des locaux car c'est celle-ci qui a la charge des consommations électriques afférentes.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

9. AEROPORT SAINT-EXUPERY

Mr le Maire a été sollicité par l'ACENAS et que par soucis de cohérence avec la subvention annuelle que la commune leur verse (150 €) et suite à la loi Macron (article 49) visant à la privatisation de l'aéroport de Nice, Lyon est peut-être la prochaine sur la loi Macron II.

L'extension de St Exupéry est à l'horizon de trente ans. Le précédent Préfet s'est engagé avec les agriculteurs et collectivités territoriales sur une charte de gouvernance. Il rappelle que la commune est impactée par le plan d'exposition au bruit.

Il n'est pas contre l'aéroport pour voyager, mais c'est sur le fait de ne pas faire n'importe quoi.

DELIBERATION 15/02/16 : MOTION RELATIVE A LA PRIVATISATION DE L'AEROPORT DE LYON SAINT EXUPERY

Rapporteur : Bruno Loustalet

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

Monsieur le Rapporteur rappelle les termes de la délibération n°14.01.04 du 15 février 2014 relative à l'Avis sur le projet de modification de la Directive territoriale d'aménagement de la Plaine de St Exupéry et notamment les réserves émises quant à la problématique d'extension de l'infrastructure de l'aéroport.

Si l'intérêt stratégique et économique d'un aéroport international pour l'agglomération lyonnaise et l'ensemble de la région Rhône Alpes est incontestable, il n'en demeure pas moins que son développement nécessite une concertation permanente avec les représentants des territoires impactés en association avec une démarche citoyenne et responsable.

Monsieur le Maire précise que l'Etat détient 60% du capital de l'aéroport de Lyon Saint Exupéry aux côtés de la CCI de Lyon (25%), la Métropole de Lyon, la Région Rhône Alpes et le Département du Rhône. La loi "Macron" récemment adoptée ouvre la voie vers un processus de privatisation de l'aéroport.

Alors que, sur proposition de l'Etat, s'esquisse, dans le cadre du "Projet de la Plaine de St Exupéry" au premier rang duquel l'aéroport de Lyon St. Exupéry prend une place centrale, la volonté d'une gouvernance renouvelée, il importe que la représentation territoriale ainsi que les associations représentatives des riverains puissent être concertées sur tout projet de privatisation de cet équipement public venant à naître.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir débattu,

Le Conseil municipal,

- Demande à ce que le processus de privatisation de l'aéroport de Lyon St. Exupéry qui viendrait à naître, soit mené en concertation avec les territoires impactés par l'aéroport,
- Demande que les territoires impactés puissent être intégrés à la gouvernance de la société qui viendrait à naître de cette privatisation

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

10. QUESTIONS DIVERSES

Village des commerçants

Mme Dupuy-Roudel rappelle que le village des commerçants aura lieu le 13 juin prochain afin de faire connaître les commerçants de notre village. Plusieurs commerçants et associatifs sont inscrits. Le projet avance, avec l'aide de l'ACA de Miribel qui est habituée à ce genre de manifestation. La prochaine réunion aura lieu fin avril avec les commerçants. Elle informe que les communes de Neyron et St Maurice de Beynost prêteront des barnums. Une réponse est attendue concernant la commune de Beynost.

Mr le Maire suspend la séance et donne la parole au public.

Compte Rendu du Conseil Municipal Séance du 02 avril 2015

Mme C... note qu'elle n'a pas vu au budget l'acquisition de barnums alors qu'il y avait un projet d'achat mutualisé.

Mr le Maire répond que ce ne sera pas pour cette année, le projet étant différé et précise que dans la continuité des demandes pour le Village des Artisans, il a également sollicité les communes voisines pour le prêt de barnums.

Mme A... demande une subvention pour Gabi et souhaite un tarif préférentiel afin de ne pas se voir appliqué un tarif extérieur.

Mr Guillard répond que c'est quelque chose qui peut s'envisager. Une réflexion est en cours avec la commune de Beynost. Nous ne pouvons pas nous engager pour l'instant. Mr Guillard précise à la suite, que des rencontres sont prévues avec la commune de Beynost concernant la petite enfance, EAJE notamment.

Mr T... demande si, dans le cadre des travaux au Mas Durand, la route entre le Clos des Platanes et les Ilets reste en l'état.

Mr Maisonnas répond que oui.

Mme D... demande si hormis les travaux au Clos des Platanes, il y a d'autres projets de voirie sur la commune.

Mr Maisonnas rappelle que la CCMP travaille sur un groupement de commandes pour les travaux de voirie. Il rappelle l'autre problématique qui est l'assainissement. Pour les projets de voirie, ce sera plutôt début de l'année prochaine.

Elle demande sur le prix de l'eau appliqué aux habitants du Clos des Platanes, est ce que les habitants sont informés de l'augmentation prévue.

Mr Maisonnas rappelle que les habitants savent qu'il y a une station d'épuration.

Mr le Maire confirme que c'est quelque chose de nouveau sur la commune et qu'il a pris attache avec le Trésor Public et Suez.

Il y aura des réunions en interne et aussi avec les riverains pour les informer de ce qui va se passer.

Mr Zimerli rappelle que le promoteur les a informés à l'achat des terrains.

Mr Manié informe qu'au début du projet il a informé les nouveaux acquéreurs qui l'on rencontré.

Mme P... demande si lors d'un prochain Conseil Municipal, le public peut être mieux accueilli (personnes debout).

Mr le Maire répond que la réunion aurait dû se tenir à la salle polyvalente, mais qu'en raison d'un spectacle de l'école, le Conseil a dû se tenir en Mairie.

Mme P... demande si sera organisée une réunion publique sur le PLU et a entendu dire que Mr le Maire a constaté quelques erreurs, et si cela sera reporté au Commissaire Enquêteur. Mr le Maire rappelle l'article du Progrès daté du 1^{er} février dernier.

Mr le Maire rappelle que le PLU a été arrêté. Il y a eu deux réunions publiques (mai 2011 et juin 2014). A ce jour, le projet est entre les mains des Personnes Publiques Associées et le document est consultable sur le site.

Mme D... demande s'il est possible de se rendre compte du processus d'élaboration du PLU.

Mr le Maire précise que les documents préparatoires qui permettent d'en prendre connaissance sont consultables en Mairie.

Mr P... demande pourquoi il a été décidé certains changements de zones sur le PLU (constructibles – non constructibles).



Mairie de Thil

Compte Rendu
du Conseil Municipal
Séance du 02 avril 2015

Mr le Maire répond que la ligne directrice est le PPRI et rappelle que l'enquête publique devrait intervenir à partir du 27 avril prochain.

Le travail du Conseil Municipal a été fait, la personne qui peut recevoir des doléances est le Commissaire Enquêteur.

Mme Semay précise que ces questions n'ont pas lieu d'être ce soir.

Mr T... note que les élus auraient pu aller chercher des chaises dans la salle polyvalente.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,
Fin de la séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le jeudi 02 avril 2015 à 21 h 45
Stopper l'enregistrement »*